

**VILLE DE LA FERTE-BERNARD
EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES**

ARRETE N°26-166

**OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
33-37 rue Bourgneuf
Du 28 au 31 mars 2026 - Déménagement**

(Arrêté temporaire)

Le Maire de LA FERTE-BERNARD,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L 2213,

VU l'article R 610-5° du Code Pénal,

CONSIDERANT la demande présentée par Madame Mathilde DROMAS et Monsieur Kevin EL RHARABY, demeurant 33 rue Bourgneuf, 72400 LA FERTE-BERNARD,

CONSIDERANT qu'afin de permettre le déménagement de Madame DROMAS et Monsieur EL RHARABY, au n°33 de la rue Bourgneuf, sur la commune de La Ferté-Bernard, il est nécessaire de réglementer le stationnement au niveau de la même rue,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} – Du samedi 28 mars 2026, 14h00, au mardi 31 mars 2026 à 14h00, Madame DROMAS et Monsieur EL RHARABY seront autorisés à occuper le domaine public, avec 2 camions Trafic, sur la valeur de 4 emplacements consécutifs et matérialisés, le long des n°33 à 37 de la rue Bourgneuf, sur la commune de La Ferté-Bernard, afin de procéder à un déménagement au n° 33 de la même rue.

Le stationnement de tout autres véhicules sera interdit sur ces emplacements durant cette période.

La circulation des piétons devra être matérialisée afin de contourner le chantier en toute sécurité.

ARTICLE 2 - La signalisation sera mise en place par les demandeurs.

Mme DROMAS et Mr EL RHARABY doivent :

- Se réserver l'emplacement nécessaire à l'aide de panneaux « Stationnement interdit ».
- Ceinturer le véhicule avec des cônes.
- Faciliter le passage des piétons.
- Afficher le présent arrêté à chaque extrémité du chantier.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté sera affiché et publié dans la forme habituelle à la Mairie.

ARTICLE 4 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de la date d'affichage.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 - Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie et Monsieur le Policier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à la Ferté-Bernard, le 10 mars 2026

Le Maire,
Didier REVEAU

